

More SWITCHING

Carnet d'un Outaouais

M. A. BELIVEAU

Association d'Education
Examen de Français
le 14 mai

L.A.C.J.C. au Manitoba

Fiété, Etude, Action

Enquête sur l'épargne

Le questionnaire relatif à l'enquête sur l'épargne, remis à l'étude au comité d'administration qui aura lieu à Saint-Jacques, sous la présidence d'honneur de M. J. Desjardis, le 1er, 2 et 3 juillet prochains, doit maintenant avoir été reçu par tous les cercles.

Le Comité central exige le retour des réponses pour le premier mai; il faut donc se hâter. Voici comment il faut procéder pour faciliter la tâche et accomplir le travail le plus rapidement.

Le président du cercle, aidé du bureau de direction, fractionnera le total entre les membres en exigeant que chacun fasse sa quote-part selon ses moyens.

Le Comité central demande des renseignements précis, complets, on ne concernera l'importance ni les résultats que les réponses reçues serviront de base aux travaux qui seront présentés et discutés au congrès fédéral.

Nous espérons que tous nos cercles acquitteront sérieusement de cette tâche et contribueront ainsi au succès du congrès de Saint-Jacques.

Le prochain congrès régional

Il aura lieu cette année à Lethbridge sous les auspices du Cercle Saint-Norbert de ce lieu, dans le courant du mois de juin.

Les succès obtenus à Saint-Jacques l'an dernier à notre premier congrès régional, nous permettent d'entrevoir que si nous profitons des expériences acquises, celui de cette année obtiendra encore un plus grand succès. Les membres du Cercle Saint-Norbert conviendront de maintenant à se préparer; les séances auront lieu dans la spacieuse salle de la municipalité de Montclair; la route Lord Selkirk et l'excellent service des trains permettront aux agriculteurs de la région de participer à ce congrès. La date et les détails du programme seront publiés aussi tôt que possible.

Comme l'année dernière, l'assemblée touchée à sa fin par le plus grand des succès, nous nous sommes réunis dans l'histoire de la région. Avec le concours de tous les cercles et de tous les membres de chaque cercle nous le pouvons, et nous le faisons.

Visite officielle

Le mardi 12 avril, le président régional, M. J. Desjardis, accompagné de M. J. Desjardis, de Saint-Jacques, a fait à cet égard de constater que ce cercle maintenait le même dépassement de réputation (la vigueur et l'activité des membres passés). Il n'a pu être déterminé avec la quantité et la qualité de ses membres, qui sont tous sous exception des convaincus et des travailleurs de la cause agricole. Par son talent et son tact, le président a su mener à bien les convocations et les travaux de ses membres, et l'année active qui touche à sa fin compte de solides travaux et de nombreuses initiatives à son crédit.

Le Comité de Bon Point français de ce cercle a accompli la bonne besogne, tant dans la correction du langage que dans la présentation des affiches et des formulaires commémoratifs bilinéaires.

Ce cercle a eu la bonne fortune, dans son recrutement, de s'assurer au concours de la présidence, au cours d'élites excellents sujets, ainsi que d'autres excellents sujets.

Le président régional n'a pu que féliciter le Cercle Saint-Jacques et l'encourager à être un des piliers de résistance de l'Union Régionale manitobaine.

Notes brèves

Le Cercle Saint-Jacques s'est rendu au dîner du Comité régional en l'honneur du Culte Perpétuel de Saint-Jacques; d'ici au congrès nous espérons que tous les cercles seront afflués.

Lors de sa dernière réunion, le Cercle Saint-Jacques avait un nombre extraordinaire de participants. Le discours d'ouverture de M. J. Desjardis fut placé par la présentation aux membres de Mlle Olive Gauthier, candidate dans le concours oratoire, qui prononça le discours qui fut jugé le plus digne d'être choisi pour représenter son district. Mlle Gauthier charmait son auditoire attentif qui goûta beaucoup son

travail bien-dévoilé sur le progrès matériel et intellectuel du Canada depuis la Confédération. Ce fut la tâche du président régional, présent à cette réunion, de féliciter Mlle Gauthier de son travail et de lui souhaiter de remporter la victoire finale.

Les camarades Joseph de Ambrosio et Kapellon Dugas, du Cercle Hibernien, ont été élus trésorier et secrétaire respectivement de l'Union Canadienne de Saint-Norbert. Nos félicitations. Le nouveau président de cette organisation, M. Nardieu Fournier, est un ancien membre de l'A.C.J.C. Il est resté un des admirateurs et amis. Nous lui souhaitons plein succès dans sa nouvelle charge.

Les membres de nos cercles ruraux ont occupé à préparer chartes, bannières, etc., en vue des travaux prochains des assemblées. Dans les réunions du cercle ils ont appris à semer des idées sans oublier cependant qu'ils sont aussi semeurs de grain. L'un n'a pas pu à l'aide, au contraire, nous avons vu de nombreux plus tard, ils ont fermiers les plus prospères, nous leur versons nos meilleurs membres de l'A.C.J.C., car par l'étude ils auront appris à connaître les lois, les règlements, les amendements et à s'abstenir des abus qui sont pour d'autres les raisons de leur insuccès. Votons cultivateurs, soyez fiers de votre belle profession. L'A.C.J.C. est fier de vous.

Joseph ROBERT.

DISCOURS DE M. JOSEPH HAMELIN A LA LEGISLATURE DU MANITOBA

La Question des Liqueurs — La Question des Taxes

Monsieur l'Orateur, Avant que cette motion soit soumise à la Chambre, je désire dire quelques mots au sujet de choses de première importance et qui sont l'objet de discussions journalières chez l'électorat de cette province. C'est la question des Liqueurs. Je ne suis pas un homme qui aime à parler de la rue. Mais d'un autre côté, les membres de cette Chambre savent que la majeure partie de ces remarques s'appuie sur des faits reconnus et contrôlés et qui permettent d'affirmer que l'état de choses actuel au point de vue des Liqueurs est tel qu'il n'a jamais été pire au Manitoba.

C'est à ce sujet, le gouvernement, dans sa tentative de faire observer les lois de Liqueurs, a assumé une dépense considérable. Je dois dire que je ne puis complimenter le gouvernement sur sa manière de faire observer la loi. Je ne sais exactement à quel chiffre s'est monté le total des dépenses faites à cet égard, mais je sais que le gouvernement a fait passer une loi en vertu de laquelle il a pu prendre, à même les profits de la Commission des Liqueurs, la somme de \$50,000.00 et que cette somme a été prise sur la moitié des profits qui, suivant la Loi, doit être divisée entre les municipalités de la province. J'ai déclaré autrefois que cela était irrégulier et que j'ai pas depuis changé mon opinion. Mon objection alors était que la loi en vertu de laquelle la moitié des profits de la Commission des Liqueurs devait revenir aux municipalités avait été spécifiquement soumise au vote des électeurs et approuvée par une grande majorité; et mon objection maintenant est que l'observance de la loi a été modifiée pour changer les relations quasi-contractuelles qui ont alors été créées entre la province et les municipalités.

L'erreur du gouvernement s'est accentuée par le fait que dès l'année suivante un \$50,000.00 additionnel a été pris de nouveau sur la part des municipalités. C'est un fait qui a été constaté par la Commission des Liqueurs. L'acte du gouvernement, il y a deux ans, était condamné et son acte de l'an dernier l'était aussi. Et maintenant, je le demande aux membres de cette Chambre, quel a été le résultat? Est-ce qu'il y a eu une amélioration de la situation? Non, car la loi n'a pas été modifiée. Elle a été appliquée telle qu'elle était, et qu'on a dépensé \$100,000.00 qu'elle n'avait été alors qu'un \$50,000.00. Y a-t-il une différence sensible dans les méthodes du gouvernement ou dans l'efficacité de ses mesures en vue de l'observance des lois de Liqueurs? Je crois que si les membres de cette Chambre veulent se donner la peine de faire une enquête, ils découvriront que les conditions sont pires aujourd'hui qu'elles n'ont jamais été.

Les membres de cette Chambre sont au courant du différend qui s'est élevé entre la Cité de Winnipeg et la province. Les journaux nous apprennent maintenant que ce différend a été réglé; la province a acheté la ville de Winnipeg et a assumé, nous dit-on, les responsabilités de l'observance des lois de Liqueurs dans son territoire. Je reviendrai là-dessus dans quelques instants.

Il faut tenir compte des conditions qui ont amené la situation actuelle. J'invois les membres de cette Chambre à reporter leur attention à l'époque où la prohibition fut introduite au Manitoba. Il est une chose générale, méritant d'être prise en compte, c'est qu'avant la prohibition il n'existait pas de distillation illégale comme cela se voit aujourd'hui; de fait il n'y avait rien de tel. C'est à la prohibition que nous devons cette nouvelle industrie et toute la théorie des pratiques illégales qui en découlent et qui constituent l'un des aspects les plus intéressants de la situation actuelle. Depuis le gouvernement a fait subir à cette loi des changements de détail. Mais ni la loi, ni les amendements qu'on lui a fait subir n'ont réussi à améliorer la situation qui existait en 1923. Cette législation n'a eu aucun effet sur l'efficacité des choses qui existaient alors. Elle a disparu et elle a été remplacée par la distillation illégale et clandestine. C'est-à-dire qu'elle a diminué le nombre des alambics privés? Personne n'a besoin de faire un effort intellectuel pour pouvoir répondre à ces questions. Pourquoi? La réponse est évidente. Les prix de la liqueur sont si élevés qu'ils constituent et demeurent une invite à la distillation privée et clandestine.

Tous les jours il nous est donné de constater les anomalies et les absurdités des lois actuelles. Pourquoi, par exemple, est-il possible à celui qui a de l'argent de se procurer une caisse de bière quand celui qui n'a que le prix d'une bouteille ne peut l'obtenir? La loi ne permet pas la vente de la bière autrement qu'à la caisse. C'est une situation qui ne devrait pas exister. L'homme qui a une 25 ou 26 ne peut légalement obtenir ni une bouteille ni un verre de bière. Il n'est aucune raison pour laquelle il ne lui accorde pas la même somme de droits qu'à un autre, mais que le prix d'une bouteille ne peut l'obtenir. La loi ne permet pas pour laquelle un homme avec 25 sous soit dans une situation légale inférieure à celui qui possède \$3.50. Mais c'est justement la situation qui existe actuellement et qui découle de la loi et de l'administration. Je dis ces choses, car je me méprendrais si je n'étais pas dans le vrai. Révoquons la loi qui a provoqué ce qui s'est fait en la Cité de Winnipeg et le gouvernement. Nous savons tous la divergence de

voies qui existe entre notre Procureur Général et un certain juge de la Cour de Commerce. Ils ont été énergiques dans l'expression de leurs vues opposées sur la question de savoir à qui, du gouvernement ou de la cité, incombe la responsabilité de veiller à l'observance des lois de Liqueurs. Le gouvernement ne voulait pas céder, il déclina toute responsabilité. Il se représentait la cité que le mandat était le sien et qu'il devait veiller à son maintien. Quel fut le résultat de tout cela? Le gouvernement a fait un marché avec la cité par lequel il paiera la somme de \$300,000.00 mais se débarrassera de la responsabilité de l'observance des lois de Liqueurs.

Mais alors pourquoi la seule ville de Winnipeg? Pourquoi pas Saint-Jacques? Pourquoi pas Portage la Prairie ou Brandon? Pourquoi dit-on que si le gouvernement entreprend de faire des marchés avec les municipalités par lesquels il se défait de ses responsabilités moyennant une somme d'argent, bien que je condamne cette pratique, Saint-Henri va être en tête et avoir sa part? Le gouvernement n'a pas le droit de faire des traités d'exemption en faveur d'une municipalité; il doit toutes les traiter sur le même pied.

Ce n'est plus du gouvernement responsable. Ce n'est pas s'acquitter des obligations et des charges qui incombent à un gouvernement responsable. Le gouvernement n'a pas le droit de se débarrasser ainsi de responsabilités qui lui incombent, d'étudier ainsi des devoirs qui sont siens et qu'il doit accomplir lui-même en transigeant comme il vient de le faire avec la Cité de Winnipeg. Mais c'est la pratique que ce gouvernement a invariablement suivie. Ce n'est pas la première fois qu'il en agit ainsi.

Maintenant, monsieur l'Orateur, permettez-moi quelques mots sur le référendum proposé au sujet de la bière. J'ai déjà souligné le mécontentement général de notre population. On devrait pourvoir à la vente de la bière et des vins. Cette question, sous l'un de ses aspects, va être soumise à la Chambre sous une forme concrète. Mais permettez-moi de dire que c'est mon opinion que le gouvernement n'a pas besoin du tout d'encourir les frais d'une consultation populaire sur le sujet. Pourquoi ne pas passer une loi, comme celle de Québec par exemple. Dans mon opinion le gouvernement ne devrait pas hésiter un seul instant à passer une telle loi.

Qu'on me permette, en plus d'ajouter que depuis la loi dite de Modération, depuis 1923, nous n'avons pas eu la prohibition au Manitoba. Cette loi a réintroduit la bière dans la province et c'est au gouvernement qu'incombe la tâche de faire observer les lois. De plus, le gouvernement a le droit d'adopter la politique qu'il veut, le droit de détruire des licences aux hôtels pour la vente de la bière et du vin. Les partisans du gouvernement, de l'autre côté de la Chambre, disent: "Non". C'est une autre manifestation de la politique d'évasion du gouvernement. Je le répète, le gouvernement a le droit d'adopter la politique qu'il veut, mais je ne puis pas le faire à la place de la Chambre. Je ne puis pas, en n'ayant pas la moindre hésitation à adopter une loi et à prendre la responsabilité.

Il n'y a pas à hésiter; les conditions exigent que le gouvernement en agisse ainsi. Il n'est pas courageux de se réfugier derrière les administrations municipales. Les conditions actuelles nous imposent une réelle tentative de faire observer la loi qu'il en dépense à effleurer seulement le problème, les conditions au Manitoba ne seraient pas ce qu'elles sont aujourd'hui.

Voilà, monsieur l'Orateur, ce que je voulais dire sur la question des Liqueurs. Je parlierai maintenant de l'administration actuelle.

Reportons-nous à l'époque de l'organisation des Fermiers-Unis du Manitoba, en 1920-21. Ce fut une époque que l'on peut fort bien appeler une révolution politique. Alors la valeur du dollar n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui. Les taxes pesaient lourdement sur le peuple de la province. On accusait l'administration du jour d'être extravagante. C'est ce qui a amené le mouvement des Fermiers-Unis. Il vit le chemin et des adeptes. Ces principes furent prêchés à tous les fermiers de la province. Et les fermiers demandaient du secours, de l'aide et cherchaient une issue heureuse aux difficultés qui les menaçaient. Mes sympathies allaient, je l'avoue, vers ce mouvement. J'étais dans son organisation. Et honnêtement, je croyais que cela était bien. J'ai cru que les Fermiers-Unis essaieraient sérieusement de diminuer le fardeau des taxes et je croyais à l'efficacité d'un mouvement d'ensemble et concerté. Il y avait cependant une lacune dans le programme politique des Fermiers-Unis que je n'admettais pas. En même temps je découvrais qu'une des conditions que le parti imposait à ses candidats, c'était l'approbation complète et intégrale de toutes et de chacune des parties de leur programme politique. C'était tout ou rien.

Je ne pouvais accepter cela. Là-dessus j'abandonnai le mouvement et je me présentai sous Saint-Rose comme indépendant. Et c'est en cette capacité que je suis aujourd'hui en cette Chambre.

Maintenant, qu'est-ce qui s'est passé depuis 1922? A cette époque le gouvernement fermier actuel est venu au pouvoir. Son avènement nous fut annoncé au son des trompettes et on nous promettait que les nouvelles lois allaient réduire les taxes, soulager les contribuables. Elle allaient réduire les taxes, soulager les contribuables et montrer combien les administrations précédentes avaient été extravagantes. Au meilleur de ma connaissance, j'ai essayé de les suivre. J'ai surveillé leurs actions et j'ai examiné avec soin leur administration depuis qu'ils sont au pouvoir.

Je suis reversé, comme vous le savez, dans le rôle de critique. Je me demande qu'il y a-t-il de tout cela. L'ont-ils fait? Les faits prouvent que non. Ils ont ajouté aux charges que le contribuable portait. Ils ont eu la bonne fortune de profiter de sources de revenus nouvelles, mais ils n'ont pas su en profiter. Ils ont eu la bonne fortune de leur taxe sur les importations jusqu'à la fin du champ d'exploitation qui est permis à la province. Les membres de cette Chambre savent l'histoire du "Grain Futures Tax Act". Après que cette loi fut passée, le régime qui ne paraissait pas mal. On l'a déploré sur l'estrade, mais la haute cour de justice du pays est intervenue et a déclaré cette loi ultra vires.

Ce gouvernement est allé tellement loin, Monsieur l'Orateur, dans sa rage de tout taxer, qu'il a augmenté de une piastre à cinq le coût des licences de mariage. De plus, ce gouvernement a assumé la paternité de la taxe sur le revenu dans notre province. Et puis il nous a imposé la taxe sur la gazoline, et non contents de la taxe originelle d'un sou, ils l'ont portée à trois sous le gallon. Ils ont eu la bonne fortune de recevoir les profits de la Commission des Liqueurs qui leur ont apporté la somme de \$1,000,000.00 ce qui leur a permis de payer la taxe sur le revenu. On a dépensé sur l'estrade, et cela contenait un tas de chiffres prétendant montrer ce qui avait été fait en vue de réduire les taxes. J'assistais à cette réunion et M. Bracken m'a même invité à parler. Je lui ai dit qu'au nom de la population de Saint-Rose je le remerciais de sa visite, que j'avais été heureux de l'entendre bien que je ne m'accordais pas avec lui sur tout ce qu'il avait dit.

Voilà, monsieur l'Orateur, ce que j'ai à dire à cette question de dépenses. En 1920-21, la dernière année de l'administration qui a précédé l'administration actuelle, les dépenses publiques ont été de \$1,000,000.00 à la province la somme de \$1,042,895.41. Est-il concevable qu'il y ait une moindre nécessité d'augmenter ces chiffres? Cependant ils ont augmenté et ils ont augmenté avec régularité. Cette année les dépenses projetées, telles qu'elles apparaissent dans les estimations soumises au Parlement, s'élèvent à \$1,500,000.00. C'est ce qui a été décidé par la haute cour de justice du pays est intervenue et a déclaré cette loi ultra vires.

Comme on fait son lit on se couche

Ce qu'on attribue au hasard est presque toujours la conséquence des qualités ou des défauts de chacun. Sauf de rares exceptions, chacun est responsable de sa propre destinée.

Préparez votre avenir en prenant des habitudes d'économie. Ouvrez un compte d'épargne à la

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Actif, plus de \$130,000,000.00

J.E. Arpin, J.P. Jeannot, Surintendant de l'ouest, Gérant de la succ. de Winnipeg

avril 1928. C'est au moins le montant que demande le gouvernement. Ce montant dépasse d'environ \$600,000.00 le montant des dépenses de 1920-21. Est-ce un crédit du gouvernement? Est-ce que cela indique que les Fermiers-Unis ont raté leur promesse de 1922 de diminuer les dépenses? (1)

Mais, monsieur l'Orateur, ce n'est pas tout. La même chose s'applique à la dette publique. C'est l'autre soir que le Premier Ministre, parlant dans cette Chambre, nous disait qu'à la fin de 1921 la dette provinciale dépassait un peu \$600,000.00. Quelle est-elle maintenant? Je surprendrai peut-être les membres de cette Chambre en leur disant que la dette est maintenant de \$73,000,000.00 en chiffres ronds, ce qui veut dire une augmentation d'un million par année pratiquement, depuis que le gouvernement actuel administre. Bien qu'ils aient prélevé \$1,500,000.00 en profits de vente, ils ont dû payer \$1,500,000.00 de sorte que le gouvernement n'avait auparavant touché, ils ont quand même augmenté la dette provinciale de \$5,000,000.00.

Est-ce là de l'administration économique? Demandons-nous ce qui serait arrivé si ce gouvernement n'avait pas eu à sa disposition les diverses sources de revenus nouvelles et que ses prédécesseurs n'ont jamais rien fait. Quel aurait été le résultat? A lui d'augmenter la dette de \$5,000,000.00 comme cela est arrivé. La situation serait infiniment pire. Je dois dire que ces revenus additionnels se montent à la somme de \$41,500,000.00 annuellement; partant de là, l'augmentation de \$5,000,000.00 l'aurait ajoutée un autre \$7,500,000.00 de sorte que l'augmentation réelle de la dette publique depuis cinq ans a été de \$12,500,000.00.

Demandez à nos honorables députés qui ont pris des fermes ce qui arriverait si les administrations les fermes de cette façon et suivent ces méthodes? Je préfère, monsieur l'Orateur, qu'il est grand temps que nous changions notre politique en matière de taxation. De fait, nous sommes actuellement taxés à la limite et nous ne savons pas comment faire rencontrer les deux bouts.

Il y a aussi une autre chose qui nous pèse, c'est le poids des malheurs du cultivateur. Je n'aime pas à fatiguer la Chambre avec de la poésie, mais je suis sûr de l'indulgence de mes collègues si je ne leur le dis que quelques vers. Je les trouve dans le dernier numéro du *Scout Shovel*. Je ne sais pas si l'intention était d'avoir ces vers mis en musique, mais je suis sûr que si cela doit arriver, la musique va être bien triste. Je m'essaierai pas de les chanter, je vais tout simplement les lire.

L'ANTHÈME DU FERMIER

Le Héronnet du fermier plus sous ses dettes qu'il augmentent dédaigneusement; son maître est un malheureux qui laboura sur terre hypothéquée, car les lois qui salissent la terre, le fermage sont dures comme des cerises de fer. Son visage est maigre, et long, et sombre, et cuit comme une brique, ses sourcils sont frangés d'un tourment, ses yeux sont jaunes, ses lèvres de rouge pâle; ses oreilles sont recouvertes et tordues par les douleurs de l'administration. Il est assis, et il dit: "C'est quand il dort, bon au mal, au mal au bien, il travaille pour combler la vie chère; il laboura et herse, il sème pour un autre qui récoltera; et le seul moment où il est maître de sa vie, c'est quand il dort."

Maintenant, monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas que mes remarques fussent mal interprétées. Je ne veux aucunement dire que la situation du cultivateur est sans issue. Mais je dois dire, car il vaut autant envisager la vérité, qu'il a droit à s'attendre de la part de l'administration à ce que le fardeau des impôts diminue. En plusieurs endroits de la "Canada", c'est le temps pour l'administration de donner l'exemple et de faire quelque chose qui fera succéder dans le pays l'abaissement à l'iniquité.

Je ne veux pas dire davantage. J'ajouterais seulement que nous sommes à la veille d'une élection et que cela explique peut-être pourquoi le gouvernement essaie de faire quelque chose de favorable son administration financière. Je l'ai dit, le gouvernement a eu à sa disposition des sources de revenus toutes nouvelles et qui n'avaient jamais auparavant existé. Et puis, s'il surtaxe les municipalités et les districts scolaires, il peut montrer un surplus. Mais cela est tout à fait injuste. Le trésorier, en proposant son budget, nous a annoncé certaines mesures de soulagement en ce sens. Il va diminuer le prélevé municipal. Il y aura une réduction l'an prochain. Cela peut être très bien, mais que le trésorier me permette de lui dire qu'il ne faut pas que ces mesures: c'est à prendre quelque chose au cultivateur pour le donner à quelqu'un qui en a moins besoin que le premier.

Je remercie la Chambre pour l'attention courtoise qu'elle m'a accordée.

(1) Depuis que ce discours a été prononcé le gouvernement a dépensé l'état de ses estimations supplémentaires au montant de \$184,420.56; c'est donc autant qu'il faut ajouter à \$139,564.42.

Un prince de l'Eglise finiste, dans la bonne acception du mot

New-York — C'est le cardinal Hayes qui, au cours d'un déjeuner officiel à la "Cathédrale de la Sainte-Trinité", a déclaré que le cardinal Hayes, man. vient d'exprimer excellentement les idées de l'Eglise sur les femmes cherchant à braver le suffrage des femmes en à exercer une profession.

DUBLIN — Le Livre d'Etat d'Irlande du budget, cette année, annonce un surplus de \$2,657,266, décide de réduire d'un tiers sa taxe sur le revenu, en vue de stimuler d'autant l'esprit d'entreprise de ses citoyens.

PARIS — Le Banque de France a annoncé pour le compte du gouvernement français, à la Banque d'Angleterre, un prêt de \$2,000,000.00 pour le remboursement des avances de guerre faites à la France par la Grande-Bretagne.

